

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SCM/Q2/MAC/3**

21 septembre 2001

(01-4508)

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## **SUBVENTIONS**

### Réponses aux questions des ÉTATS-UNIS<sup>1</sup> concernant la nouvelle notification complète de MACAO, CHINE<sup>2</sup>

Le Bureau des affaires commerciales et économiques de Macao, Chine, a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 18 septembre 2001.

#### Question

Les questions ci-après concernent la notification présentée par Macao, Chine au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994 et de l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, reproduite dans le document G/SCM/N/71/MAC, daté du 28 février 2001.

Alors que Macao, Chine indique qu'il n'applique aucune subvention dans sa notification, l'examen de sa politique commerciale a montré qu'il existait plusieurs cas de mesures d'incitation spéciales, d'exonérations de l'impôt sur le revenu ou de bonifications d'intérêts visant à encourager l'investissement et à promouvoir la diversification des exportations. À des fins de transparence, Macao, Chine pourrait-il notifier ces mesures d'incitation, exonérations et autres formes d'aide, pour que nous ayons une meilleure connaissance des programmes offerts et de l'incidence qu'ils sont susceptibles d'avoir sur les exportations de Macao, Chine?

#### Réponse

Les mesures d'incitation du gouvernement de la RAS de Macao décrites dans le rapport gouvernemental établi dans le cadre de l'examen des politiques commerciales<sup>3</sup>, ne sont pas utilisées directement ou indirectement pour accroître les exportations provenant de son territoire, ou réduire les importations sur son territoire, au sens de l'article XVI:1 du GATT de 1994.

---

<sup>1</sup> G/SCM/Q2/MAC/2.

<sup>2</sup> G/SCM/N/71/MAC.

<sup>3</sup> WT/TPR/G/82.

Les mesures d'incitation présentent les caractéristiques suivantes:

- i) Elles sont conformes au principe du traitement national, puisqu'elles s'appliquent, sur une base non discriminatoire aussi bien aux investisseurs locaux qu'aux investisseurs étrangers.
- ii) Non-spécificité: Les mesures d'incitation du gouvernement de la RAS de Macao ne visent aucune entreprise ou branche de production en particulier (article 2:1 a) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires). De plus, le droit à bénéficier de ces mesures est automatique et les critères et conditions appliqués par les autorités accordant la subvention sont objectifs, neutres, de caractère économique et d'application horizontale (article 2:1 b) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires). Macao, Chine estime donc que ces mesures d'incitation ne sont pas soumises aux obligations de notification prévues par l'article 25:2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.
- iii) Les objectifs sous-jacents de ces mesures d'incitation sont l'encouragement du développement industriel et de la diversification structurelle de l'économie, objectifs conformes à la politique industrielle et économique poursuivie de longue date par Macao, Chine et aux principes et dispositions pertinents de l'OMC.

Une description détaillée des mesures d'incitation figure ci-dessous. Ces mesures incluent des incitations fiscales (exonérations fiscales) et des incitations financières.

**1. Mesures d'incitation fiscales dans le domaine des politiques industrielles (Loi n° 1/86/M, avec le supplément introduit par le Décret-loi n° 35/93/M)**

Des exonérations totales ou partielles sont accordées sur l'impôt sur les sociétés, la taxe industrielle, l'impôt foncier et l'impôt sur la consommation, de même que sur le droit de timbre. Ces exonérations visent à stimuler le développement industriel du territoire. Pour y avoir droit, les projets doivent satisfaire à l'une des conditions suivantes:

1. promotion de la diversifications structurelle;
2. contribution à la diversification des exportations;
3. promotion de l'accroissement de la valeur ajoutée au sein de la chaîne de production correspondant au projet;
4. contribution à la modernisation technologique;
5. création de possibilités d'emploi.

Le tableau suivant contient une description des mesures d'incitation fiscales:

Type d'impôt	Exonérations	Caractéristiques
Impôt sur les sociétés	Peut être réduit de 50 pour cent.	Perçu sur le bénéfice net tiré de toute activité commerciale ou industrielle. Impôt dégressif dont la moyenne est de 15 pour cent pour les produits supérieurs à 300 000 MOP (37 500 dollars EU) et qui varie entre 2 et 15 pour cent pour les revenus inférieurs à ce niveau.

Type d'impôt	Exonérations	Caractéristiques
Taxe industrielle	Possibilité d'exonération complète. Réduction possible de 50 pour cent dans le cas des entreprises situées sur les îles Taipa et Coloane (à l'exception des activités bancaires offshore).	Perçue auprès de toutes les personnes ou sociétés qui se livrent à une quelconque activité commerciale ou industrielle. Il s'agit d'une taxe annuelle à taux fixe qui varie selon la nature de l'activité. Le droit habituel est de 300 MOP (37,50 dollars EU). Chacune des activités menées par l'entreprise est assujettie à cette taxe; le montant total annuel de cette dernière correspond au cumul des taxes des différentes activités.
Impôt foncier	<u>Exonération complète:</u> pour tout bien immobilier acquis exclusivement à des fins industrielles.  <u>Exonération partielle:</u> pour une période allant jusqu'à cinq ans sur la péninsule de Macao et dix ans sur les îles de Taipa et Coloane, pour les biens immobiliers neufs loués à des fins industrielles.	Le taux d'imposition est de 16 pour cent du revenu réel de la location ou de 10 pour cent de la valeur locative nette imposable officielle si le bien n'est pas loué.
Droit de timbre (Les droits de mutation et l'impôt sur les donations sont intégrés au droit de timbre depuis le 1 <sup>er</sup> août 2001)	Possibilité de réduction de 50 à 100 pour cent pour les transferts de biens immobiliers destinés à des fins purement industrielles, y compris les locaux commerciaux et administratifs, les entreprises offshore, les baux de longue durée et les locaux des services sociaux.	Le droit de timbre est perçu sur toutes les transactions de biens à un taux de 3 pour cent de la valeur de la transaction.  Le droit de timbre est perçu sur les donations de biens et les donations immobilières (d'un montant supérieur à 50 000 MOP) à un taux s'élevant à 5 pour cent des actifs (non grevés).  Dans les deux premières années d'application de la nouvelle Loi sur le droit de timbre, les biens-fonds situés sur les îles de Taipa et Coloane qui sont exonérés de l'impôt foncier bénéficient d'une réduction de 1 pour cent du droit de timbre.
Taxe de consommation	Le carburant fourni aux unités industrielles est exonéré de la taxe.	Sont assujettis les carburants et lubrifiants, le tabac et l'alcool. Sur certaines boissons alcooliques, la taxe est perçue <i>ad valorem</i> en fonction de la valeur c.a.f. Macao; pour les autres articles, la taxe est spécifique.

## 2. Incitations financières (Décret-loi n° 23/98/M)

### Bonifications d'intérêts

Les entreprises (locales ou étrangères) qui exercent leur activité à Macao, Chine peuvent solliciter des bonifications d'intérêts sur les prêts bancaires en MOP pour les investissements suivants:

a) construction de bâtiments industriels; b) achat ou location avec option d'achat de bâtiments

industriels; c) rénovation/adaptation de bâtiments industriels, à savoir celles qui contribuent à éliminer des conditions dangereuses; d) achat ou location de matériel industriel neuf, y compris les logiciels nécessaires au fonctionnement de ce matériel; e) achat ou location de nouveaux véhicules pour le transport de marchandises.

Ce projet vise à promouvoir l'investissement dans des secteurs tels que la pêche, les industries manufacturières, les grossistes et exploitants commerciaux, les manutentionnaires de fret, l'emmagasiner, le transport et les exploitants auxiliaires liés à ce secteur, les activités liées aux technologies de l'information et d'autres services liés au commerce.

Pour bénéficier de ces mesures d'incitation, les candidats doivent satisfaire à au moins l'une des conditions suivantes:

- a) contribuer à la diversification et à la modernisation des activités économiques;
- b) introduire des innovations et des aménagements technologiques dans l'entreprise pour augmenter la capacité de production, améliorer la qualité des produits, renforcer la compétitivité et réduire les dommages causés à l'environnement;
- c) promouvoir la modernisation des usines sur le plan des conditions de fonctionnement et de la sécurité et/ou de la santé.

Les niveaux de bonifications d'intérêts sont les suivants:

Échelle I – 4 points de pourcentage (taux de référence);

Échelle II – 5 points de pourcentage (ajout de 1 point de pourcentage au taux de référence) pour les investissements ayant pour but:

- l'achat et la modernisation technologique de matériel et de systèmes de maintenance pertinents;
- l'achat ou la location avec option d'achat de locaux dont les licences d'exploitation ont été délivrées après le 1<sup>er</sup> janvier 1991;
- la concentration des bâtiments industriels ou leur transfert à l'extérieur des zones urbaines.

Échelle III – 6 points de pourcentage (ajout de 2 points de pourcentage au taux de référence) pour les investissements axés sur:

- la conception et la production assistées par ordinateur;
- l'installation d'équipements de surveillance, de mesure, d'essai et de contrôle de la qualité;
- la mise en place de systèmes électroniques de transfert des données;
- l'amélioration des normes en matière d'environnement et des conditions de sécurité sur le lieu de travail.

Les bonifications d'intérêts ci-dessus peuvent être accordées pour une période maximale de quatre ans, à compter du premier remboursement de crédit.

---